

TRADUCTION

F. 95 — 605

**27 JANVIER 1995. — Arrêté ministériel
concernant les aides aux investissements et à l'installation en agriculture**

Le Ministre flamand de l'Economie, des PME, de la Politique scientifique, de l'Energie et des Relations extérieures,

Vu la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, modifiant l'article 6, § 1^{er}, V, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 1^{er}, § 2, en vertu de laquelle le Fonds d'investissement agricole relève de la compétence régionale;

Vu la loi du 15 février 1961 portant création du Fonds d'investissement agricole, modifié par les lois des 29 juin 1971, 15 mars 1976, 3 août 1981 et 15 février 1990;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1990 concernant les aides aux investissements et à l'installation en agriculture, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 19 août 1992, notamment l'article 31bis;

Vu le décret du 22 décembre 1993 contenant des mesures d'accompagnement du budget 1994, notamment l'article 12 créant un « Vlaams Landbouwinvesteringsfonds » (Fonds flamand d'investissement agricole);

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 20 octobre 1992 fixant les attributions des membres du Gouvernement flamand, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 17 avril 1993 et 7 octobre 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 20 octobre 1992 portant la délégation des compétences de décision aux membres du Gouvernement flamand, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 20 janvier 1993 et 7 octobre 1993;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les organismes de crédit agréés en vertu de l'article 6 de la loi précitée du 15 février 1961 doivent être en mesure de réclamer sans tarder les subventions-intérêts échus pour les demandes introduites dans la période s'étalant du 1^{er} avril 1993 au 31 mars 1994,

Arrête :

Article 1^{er}. La réduction prévu à l'article 31bis de l'arrêté royal du 25 octobre 1990 concernant les aides aux investissements et à l'installation en agriculture, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 19 août 1992, n'est pas applicable aux demandes introduites dans la période s'étalant du 1^{er} avril 1993 au 31 mars 1994 par les organismes de crédit agréés en vertu de l'article 6 de la loi précitée du 15 février 1961.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 janvier 1995.

L. VAN DEN BRANDE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 95 — 606

[C — 27122]

**15 DECEMBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon
déterminant, pour l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREM),
les tâches spécifiques**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 18 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'Emploi, notamment l'article 20;

Vu l'arrêté royal du 28 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, notamment l'article 2, alinéa 2, 3^e;

Vu le protocole n° 148 du 9 décembre 1994 du Comité de secteur XVI élargi;

Vu la délibération du 22 février 1994 du Comité de gestion du FOREM;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'arrêté royal du 28 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, a été publié au *Moniteur belge* du 1^{er} octobre 1994;

Considérant que le présent arrêté constitue un préalable nécessaire à l'adoption de l'arrêté portant règlement du personnel contractuel de la formation professionnelle du FOREm;

Considérant l'urgence d'adopter l'arrêté portant règlement du personnel contractuel de la formation professionnelle du FOREm, étant donné que cet arrêté lie les rémunérations du personnel spécifique de la formation professionnelle aux augmentations salariales octroyées au personnel de la Région wallonne;

Considérant qu'aucun accord entre employeur et travailleur prévoyant une augmentation de rémunération ne peut intervenir entre le 1er janvier 1995 et le 31 décembre 1996;

Sur la proposition du Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique, de l'Emploi et de la Formation professionnelle et du Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction Publique et du Budget,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application de l'article 2, alinéa 2, 3^o, de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, il y a lieu, en ce qui concerne le FOREm, d'entendre par tâches spécifiques, les tâches liées à la formation professionnelle des adultes :

1^o des conseillers techniques chargés de concevoir, développer et mettre en oeuvre différents projets pédagogiques de formation professionnelle pour adultes dans le cadre de la politique définie par le Comité de gestion;

2^o des coordonnateurs principaux intersectoriels responsables de différents secteurs chargés, sous l'autorité pédagogique des conseillers techniques, de la bonne marche de la formation professionnelle dans la zone géographique déterminée par le Comité de gestion et/ou d'un projet pédagogique confié par l'administrateur général ou son délégué; ceux-ci structurent les informations obtenues des centres de formation professionnelle par des contacts avec les entreprises, les groupements socio-professionnels et les différents opérateurs de formation, de manière à définir une stratégie d'intervention tenant compte de la politique générale de la formation professionnelle;

3^o des coordonnateurs chargés sous l'autorité pédagogique du conseiller technique et/ou du coordonnateur principal intersectoriel :

a) de la gestion d'un centre d'activité technico-pédagogique;

b) et/ou en tant que spécialiste d'une branche d'activités ou d'une technique donnée de réaliser tout autre projet pédagogique défini par l'administrateur général ou son délégué;

4^o des instructeurs principaux chargés sous l'autorité pédagogique du coordonnateur :

a) d'encadrer un certain nombre d'instructeurs afin de mener la formation dans les conditions optimales;

b) et/ou en tant que spécialiste d'une branche d'activités ou dans une technique donnée de réaliser tout projet pédagogique défini par l'administrateur général ou son délégué, tel que la création ou révision de programmes et de méthodes, la formation des formateurs, la prise en charge des cours de perfectionnement;

5^o des instructeurs chargés, sous l'autorité pédagogique de l'instructeur principal d'assurer :

a) la formation professionnelle des stagiaires;

b) l'accueil, l'information, l'observation et/ou l'orientation et l'initiation socio-professionnelle des stagiaires;

c) et/ou tout autre projet pédagogique défini par l'administrateur général ou son délégué.

Art. 2. Le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions et le Ministre ayant l'Emploi et la Formation professionnelle dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 décembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologique,
de la Recherche scientifique, de l'Emploi et de la Formation professionnelle,

A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,

B. ANSELME

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 95 — 606

[C — 27122]

15. DEZEMBER 1994. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Bestimmung der spezifischen Aufgaben des « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (FOREm) (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung)

Aufgrund des Dekrets vom 16. Dezember 1988 zur Errichtung des « Office régional de l'Emploi » (Regionales Amt für Arbeitsbeschaffung), insbesondere des Artikels 20;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten, die auf das Personal der Dienststellen der Gemeinschafts- und Regionregierungen und der Kollegien der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der französischen Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbar sind, insbesondere des Artikels 2, Absatz 2, 3^o;

Aufgrund des Protokolls Nr 148 vom 9. Dezember 1994 des erweiterten Sektorenausschusses XVI;

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsausschusses des FOREm vom 22. Februar 1994;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1 abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß der Königliche Erlaß vom 26. September 1994 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten, die auf das Personal der Dienststellen der Gemeinschafts- und Regionregierungen und der Kollegien der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der französischen Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbar sind, im *Belgischen Staatsblatt* vom 1. Oktober 1994 veröffentlicht worden ist;

In der Erwägung, daß der vorliegende Erlaß eine notwendige Voraussetzung für die Verabschiedung des Erlasses über die Grundordnung des mit der Berufsausbildung beauftragten Vertragspersonals des FOREm ist;

In Erwägung der Dringlichkeit, den Erlaß über die Grundordnung des mit der Berufsausbildung beauftragten Vertragspersonals des FOREm zu verabschieden, da dieser Erlaß die Gehälter des spezifischen Personals der Berufsausbildung mit dem Personal der Wallonischen Region gewährten Lohnerhöhungen verbindet;

In der Erwägung, daß keine Vereinbarung zwischen Arbeitgeber und -nehmer, die eine Lohnerhöhung vorsieht, vom 1. Januar 1995 bis zum 31. Dezember 1996 geschehen darf;

Auf Vorschlag des Ministers der technologischen Entwicklung, der wissenschaftlichen Forschung der Arbeitsbeschaffung und der Berufsbildung und des Ministers der Inneren Angelegenheiten, des öffentlichen Dienstes und des Haushalts,

Beschließt die Wallonische Regierung:

Artikel 1. Für die Anwendung von Artikel 2, Absatz 2, 3^o des Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten, die auf das Personal der Dienststellen der Gemeinschafts- und Regionregierungen und der Kollegien der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der französischen Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbar sind, versteht man unter spezifischen Aufgaben, was das FOREm betrifft, die mit der Berufsausbildung von Erwachsenen verbundenen Aufgaben der folgenden Personen:

1^o « die technischen Berater », die verschiedene pädagogische Projekte für die Berufsausbildung von Erwachsenen im Rahmen der vom Verwaltungsausschuß bestimmten Politik entwickeln, ausarbeiten, einsetzen und bewerten;

2^o « die intersektoriellen Hauptkoordinatoren », die für verschiedene Sektoren verantwortlich sind, und die unter der pädagogischen Autorität von technischen Beratern mit dem guten Verlauf der Berufsausbildung in einem vom Verwaltungsausschuß bestimmten geographischen Gebiet bzw. mit einem vom Generalverwalter oder dessen Stellvertreter anvertrauten pädagogischen Projekt beauftragt sind. Sie ordnen die Informationen, die sie von den Berufsausbildungszentren durch Kontakte mit den Unternehmen, den berufssoziologischen Gruppierungen und den verschiedenen Ausbildungsoperatoren erhalten, um eine Handlungsstrategie unter Berücksichtigung der allgemeinen Berufsausbildungspolitik zu bestimmen.

3^o « die Koordinatoren », die unter der pädagogischen Autorität des technischen Beraters und/oder des intersektoriellen Hauptkoordinators damit beauftragt sind:

a) ein technisch-pädagogisches Tätigkeitszentrum zu führen;

b) und/oder als Spezialist eines Tätigkeitsbereichs bzw. Fachmann in einer bestimmten Technik, jedes pädagogische Projekt, das vom Generalverwalter oder dessen Stellvertreter bestimmt worden ist, durchzuführen;

4^o « die Hauptausbilder », die unter der pädagogischen Autorität des Koordinators damit beauftragt sind:

a) eine gewisse Anzahl von Ausbildern zu betreuen, um die Ausbildung unter den besten Bedingungen zu sichern;

b) und/oder als Spezialist eines Tätigkeitsbereichs oder Fachmann in einer bestimmten Technik, jedes pädagogische Projekt, das vom Generalverwalter oder dessen Stellvertreter bestimmt worden ist, wie z.B. die Schaffung oder die Anpassung von Programmen und Methoden, die Ausbildung der Ausbilder, die Übernahme der Fortbildungslehrgänge, durchzuführen;

5^o « die Ausbilder », die unter der pädagogischen Autorität des Hauptausbilders mit folgendem beauftragt sind:

a) die Berufsausbildung der Praktikanten;

b) der Empfang, die Information, die Beobachtung und/oder die Beratung und die berufssoziologische Einführung der Praktikanten;

c) und/oder jedes andere pädagogische Projekt, das vom Generalverwalter oder dessen Stellvertreter bestimmt worden ist.

Art. 2. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung und die Berufsbildung gehören, werden jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Dezember 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Technologischen Entwicklung, der Wissenschaftlichen Forschung,
der Beschäftigung und der Berufsbildung,
A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,
B. ANSELME

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 95 — 606

[C — 27122]

15 DECEMBER 1994. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de specifieke taken van de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor beroepsopleiding en tewerkstelling) (FOREm)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 18 december 1988 houdende oprichting van de Gewestdienst voor Arbeidsbemiddeling, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, inzonderheid op artikel 2, 2e lid, 3°;

Gelet op het protocol nr. 148 van het uitgebreid Sectorcomité nr. XVI van 9 december 1994;

Gelet op de beslissing van het beheerscomité van de FOREm van 22 februari 1994;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 juli 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, in het *Belgisch Staatsblad* van 1 oktober 1994 werd bekendgemaakt;

Overwegende dat dit besluit een nodige voorwaarde is voor de goedkeuring van het besluit houdende reglementering van het contractueel personeel van de beroepsopleiding van de FOREm;

Overwegende dat het besluit houdende reglementering van het contractueel personeel van de beroepsopleiding van de FOREm dringend moet goedgekeurd worden want dit besluit verbindt de bezoldiging van het specifiek personeel van de beroepsopleiding aan de loonverhogingen toegekend aan het personeel van het Waalse Gewest;

Overwegende dat geen oversenkomst tussen werkgever en werknemer betreffende een loonverhoging plaats mag vinden tussen 1 januari 1995 en 31 december 1996;

Op de voordracht van de Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding, en van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,

Besluit :

Artikel 1. Wat betreft de FOREm voor de toepassing van artikel 2, 2e lid, 3°, van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, dient te worden verstaan onder specifieke taken, de taken eigen aan de beroepsopleiding van volwassenen :

1° technische adviseurs belast met het ontwerp, de ontwikkeling en de inwerkingstelling van verschillende pedagogische projecten van beroepsopleiding voor volwassenen in het raam van het door het beheerscomité vastgesteld beleid;

2° e.a. intersectoriële coördinatoren verantwoordelijk voor verschillende sectoren die, onder het pedagogisch gezag van de technische adviseurs, belast zijn met de goede werking van de beroepsopleiding in de door het beheerscomité omschreven geografische zone en/of met een pedagogisch project toevertrouwd door de algemeen beheerder of zijn afgevaardigde; zij structureren de informatie behaald bij de centra voor beroepsopleiding door contacten met bedrijven, sociaal professionele groeperingen en met de verschillende vormingsoperatoren, zodat een interventiestrategie kan afgesteld worden rekening houdend met het algemeen beleid van de beroepsopleiding;

3° coördinatoren die, onder het pedagogisch gezag van de technische adviseur en/of van de e.a. intersectoriële coördinator, :

a) belast zijn met het beheer van een technisch-pedagogisch activiteitencentrum;

en/of

b) in de hoedanigheid van specialist in een activiteitentak of in een bepaalde techniek belast zijn met de uitvoering van elk ander pedagogisch project bepaald door de algemeen beheerder of zijn afgevaardigde;

4° e.a. instructeurs die, onder het pedagogisch gezag van de coördinator :

a) belast zijn met de begeleiding van een bepaald aantal instructeurs om de opleiding optimaal uit te voeren;

en/of

b) in de hoedanigheid van specialist in een activiteitentak of in een bepaalde techniek, belast zijn met de uitvoering van elk ander pedagogisch project bepaald door de algemeen beheerder of zijn afgevaardigde, zoals het genereren of de herziening van programma's en methoden, de vorming van opleiders, het oprichten van bijscholingscursussen;

5° instructeurs die, onder het pedagogisch gezag van de e.a. instructeur, zorgen :

a) voor de beroepsopleiding van de stagiairs;

b) voor het onthaal, de informatie, de waarneming en/of de oriëntatie en de sociaal professionele inleiding van de stagiairs;

en/of

c) voor elk ander pedagogisch project bepaald door de algemeen beheerder of zijn afgevaardigde.

Art. 2. De Minister, tot wiens bevoegdheden de Ambtenarenzaken, en de Minister, tot wiens bevoegdheden de Tewerkstelling en de Beroepsopleiding behoren, zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 december 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme
R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling,
Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding,
A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,
B. ANSELME

F. 95 — 607

[Mac — 27123]

15 DECEMBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon portant règlement du personnel contractuel de la formation professionnelle de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm)

Le Gouvernement wallon.

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, notamment l'article 87;

Vu le décret du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'Emploi, notamment l'article 20;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, notamment l'article 2, alinéa 2, 3°;

Vu le protocole n° 148 du 9 décembre 1994 du Comité de secteur XVI élargi;

Vu la délibération du 22 février 1994 du Comité de gestion du FOREm;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence.

Considérant que l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, a été publié au *Moniteur belge* du 1er octobre 1994;

Considérant que l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays précise en son article 5, § 1er, alinéa 1er, qu'aucun accord entre employeur et travailleur prévoyant une augmentation de rémunération ne peut être pris entre le 1er janvier 1995 et le 31 décembre 1996;

Considérant ainsi que la période durant laquelle des augmentations de rémunération peuvent être accordées au personnel des organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne est très courte;

Considérant que cet arrêté lie les rémunérations du personnel spécifique de la formation professionnelle aux augmentations salariales octroyées au personnel de la Région wallonne;

Sur la proposition du Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique, de l'Emploi et de la Formation professionnelle et du Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,

Arrête :

CHAPITRE 1er. — *Objet, champ d'application et définitions*

Article 1er. Le règlement a pour objet de fixer les conditions générales qui régissent les rapports existant entre l'Office et le personnel de la formation professionnelle des adultes engagé sous contrat de travail.

Art. 2. § 1er. Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

1° « personnel de la formation professionnelle des adultes », le personnel pédagogique visé par l'article 3, à l'exclusion des stagiaires qui suivent une formation dispensée sous le contrôle de l'Office et qui sont soumis au règlement d'ordre intérieur du centre dont ils dépendent;

2° « examen de capacité », le mode général de recrutement régi par le présent règlement. Cet examen de recrutement est passé devant un jury composé paritairement, qui permet au candidat de prouver ses aptitudes professionnelles à l'emploi proposé;

3° « examen d'urgence », le mode exceptionnel de recrutement régi par le présent règlement dans les limites prévues à l'article 5, § 2;

4° « spécialité », les activités professionnelles pour lesquelles sont organisés des examens;

5° « examen de promotion », l'examen dont la réussite permet à un agent d'accéder à une fonction immédiatement supérieure;

6° « titulaire », le membre du personnel qui occupe un poste ouvert;